

« EDUQUER A L'ACTION COLLECTIVE »

Article de **Guy BAJOIT** (mars 2012)
écrit suite à sa conférence lors du colloque
« **Les champs de l'éducation : graines de changement social ?** »

La question à laquelle cet article voudrait répondre est la suivante : « *Que doit savoir un éducateur-formateur-animateur (un EFA !) qui souhaite promouvoir, avec un public quelconque, une action collective visant à rendre la société *occidentale actuelle* plus juste, plus solidaire, plus démocratique et plus respectueuse de son environnement ?* » Que doit-il savoir pour ne pas perdre son temps, pour ne pas prêcher dans le désert et gaspiller en vain son énergie, bref, pour que son action soit efficace ?

1. Des mutations dans les pratiques

Tout EFA sait bien que nous vivons dans des sociétés très différentes de ce qu'elles étaient il n'y a pas plus d'un demi-siècle. Mais *qu'est-ce qui a changé, au juste ?* La question est aussi essentielle que difficile et immense. Pour risquer une synthèse, à très gros traits, on peut dire que nos sociétés ont vécu, et sont encore en train de vivre, des *mutations* profondes, *qui s'engendrent réciproquement* :

- *Mutation technologique* : elles sont passées d'un modèle technologique basé sur l'énergie à un autre basé sur l'information et la communication : ce sont désormais des « sociétés informationnelles ». Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (les NTIC) déterminent déjà, non seulement la création de richesse matérielle, mais, plus généralement, l'ensemble de nos relations sociales et notre vision du monde.

- *Mutation économique* : le bond prodigieux de productivité du travail que ces nouvelles technologies ont permis a rendu nécessaire la mutation du mode de production qui régissait l'activité économique : nous sommes passés d'un mode capitaliste *industriel national* (production de biens, surtout matériels, dans l'espace protégé de chaque nation) à un mode, toujours capitaliste, mais *postindustriel mondialisé* (production, surtout de services immatériels, dans l'espace mondial). Autrement dit, nous en sommes passés d'une économie « keynesienne » (protection nationale contre la concurrence externe et régulation du marché par l'État) à une économie « friedmanienne » (libre circulation des biens, des services, des capitaux, et domination du marché sur les États) : c'est ce qu'on appelle le *néolibéralisme*.

- *Mutation de l'ordre politique mondial* : nous sommes en train de passer (plus lentement que dans les deux champs précédents, avec des résistances) d'un ordre de relations *internationales et bipolaires* (entre deux blocs de Nations, structurées par les relations tendues-distendues entre les États-Unis et l'URSS), à un ordre *mondialisé et multipolaire*. Ce nouvel ordre est piloté par des grandes organisations internationales – ONU, FMI, OMC, BM, OCDE, G8, G20 – et dans lequel de nouvelles puissances émergentes – les BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud – prennent de plus en plus de place, et sont même en train de devenir les nouvelles puissances mondiales.

- *Mutation de l'ordre politique interne aux nations* : conséquence des mutations précédentes, les États et les Nations ont de moins en moins de poids dans les décisions politiques (même s'il existe bien des résistances et des tendances aussi bien au retour des États qu'à celui

des Nations). Les États nations sont dépassés par le haut (par les accords internationaux qui les lient) et par le bas (par la décentralisation du pouvoir vers des instances locales). Le jeu politique traditionnel entre la droite, la gauche et le centre n'est plus qu'une apparence : les socialistes sont devenus (presque) aussi libéraux que les libéraux, et tous sont pragmatiques (il faut résoudre les problèmes : croissance, emploi, sécurité, équilibre budgétaire, etc.)

- *Mutation du contrat social* : puisque la compétition règne sur les marchés mondiaux, « nos entreprises » doivent se battre pour y gagner et y garder leur part ; donc, il ne faut pas leur faire payer trop de salaires, trop de charges sociales et trop d'impôts (tout cela réduit leur compétitivité). Donc il faut réduire la « générosité » des États nationaux, voire abandonner peu à peu les grandes conquêtes du mouvement ouvrier : le pacte social de l'État-Providence est devenu « trop cher » ! La sécurité sociale (les indemnités de chômage, les pensions, l'assurance maladie invalidité, les allocations familiales, les pécules de vacances), les entreprises et les services publics presque gratuits (l'école, les hôpitaux, les chemins de fer, la radio et la télévision, le téléphone, la poste, les routes)... tout cela contrarie « la compétitivité de nos entreprises sur les marchés mondiaux ».

- *Mutation des rapports de classe* : les mutations résumées ci-dessus engendrent, dans les sociétés occidentales, une mutation des classes sociales et de leurs conflits. *La classe dirigeante et dominante d'aujourd'hui* n'est plus la vieille bourgeoisie industrielle capitaliste d'antan. Elle est devenue un ensemble complexe de groupes plus ou moins organisés. Au centre, on trouve les *investisseurs* (banques, fonds d'investissement et actionnaires des grandes entreprises), qui ont une seule préoccupation : faire des plus-values annuelles de 15 à 25 %. Ils sont aidés par *quatre autres acteurs* (qu'ils paient très cher) : des *experts* (juristes et économistes) pour analyser l'économie et conseiller les investissements les plus rentables dans le monde (Standard & Poor's, par exemple) ; des *managers* pour leur assurer de tels rendements, grâce à leur capacité de gestion des ressources et de conquête de marchés ; des *techniciens innovateurs*, pour inventer constamment des produits nouveaux à vendre sur les marchés ; et des *publicistes* pour manipuler les besoins et en créer sans cesse de nouveaux. Cette classe dirigeante et dominante se sert des grandes organisations internationales pour lui ouvrir la route, pour éliminer les obstacles que les États ou les mouvements sociaux peuvent dresser sur son chemin. Mais *la classe productrice et dominée* a changé, elle aussi : ce n'est plus le vieux prolétariat, le mouvement ouvrier d'hier, représenté par le syndicalisme, même s'il est encore important pour freiner des quatre roues les mutations en cours et sauver les « droits acquis ». Pour identifier cette classe dominée, il faut se demander : *de qui la classe dominante a-t-elle absolument besoin* pour imposer sa domination ? Certes, elle a besoin de *travailleurs* (si possible flexibles et précaires), c'est évident ; mais il lui est beaucoup plus facile de les trouver en Chine ou en Inde qu'en Europe : donc elle délocalise. *Ceux dont elle ne peut se passer*, ici et maintenant, ce sont *les consommateurs et les usagers de biens et surtout de services* (d'éducation, de santé, d'information, de loisirs, d'alimentation, de sécurité...). Ce sont eux qui forment le cœur de la nouvelle classe populaire, et ce sont donc eux qu'il faut tenter de mobiliser.

- *Mutation du mode d'intégration et de socialisation* : pour que les mutations ci-dessus soient possibles (pour que le nouveau système fonctionne bien), la société a besoin d'individus créatifs, compétitifs, connectés sur le web, flexibles, pleins d'initiatives, débrouillards, autonomes (qui ne comptent plus trop sur la solidarité sociale instituée par l'État pour résoudre leurs problèmes), qui soient des consommateurs solvables prêts à suivre les modes technologiques (à renouveler leurs gadgets techniques chaque fois qu'ils deviennent obsolètes). Bref, la nouvelle classe dirigeante a besoin d'*individus* disposés à trouver leur épanouissement personnel en se conformant aux exigences du marché du travail et de l'État néolibéral. Et ce sont bien ces individus-là, en tous points conformes aux exigences

pratiques de la « nouvelle société », que nos familles, nos écoles, nos mass media, nos entreprises et nos institutions s'efforcent de « fabriquer » en grande *série* !

2. Une mutation du modèle culturel et des idéologies

Tout ce que je viens de résumer concerne la *pratique* des relations sociales, dans leurs différents champs : technologique, économique, politique, social... Mais les pratiques ne fonctionnent que si les acteurs leur trouvent *un sens*, c'est-à-dire s'ils estiment que ce que la société attend d'eux leur permet de *mener une « vie bonne »* ; s'ils trouvent qu'elles sont absurdes ou arbitraires, ils ne s'y soumettront pas (sauf s'ils y étaient contraints par la force brute). Les pratiques s'appuient sur une culture, qu'elles produisent et qui les rend possible : pratiques et culture s'engendrent réciproquement.

Dans d'autres sociétés, à d'autres époques de l'histoire de l'Occident, pour avoir une « vie bonne », il fallait savoir être des héros (dans les sociétés guerrières), des citoyens (dans les cités grecques ou latines, puis dans les sociétés modernes), des saints (au Moyen Âge), des individus rationnels et raisonnables (dans la modernité rationaliste). Dans celle qui s'est mise en place aujourd'hui, il faut savoir être des *individus sujets d'eux-mêmes et acteurs de leur existence personnelle*. Autrement dit, depuis un demi-siècle, il s'est produit aussi – et c'est peut-être le changement le plus radical – une *mutation du modèle culturel* : nous sommes passés du règne du modèle culturel de la modernité rationaliste à celui de la modernité *subjectiviste*. Tout EFA doit savoir (et accepter que c'est ainsi, sans juger) qu'il a désormais affaire à des individus qui, sous l'influence de la culture régnante, ici et aujourd'hui, estiment *tous* (les uns plus, les autres moins) *avoir certains droits*.

- le droit de *faire eux-mêmes leurs propres choix* : de choisir leurs études, leurs fréquentations, leurs croyances, leurs activités, leur mode de vie, etc. ; que personne n'a donc le droit de leur imposer quoi que ce soit, pour autant que la liberté qu'ils s'accordent ainsi n'entrave pas celle des autres et ne soit pas contraire aux lois ;

- le droit de *s'épanouir comme personnes singulières* : de faire des expériences pour chercher ce qu'ils veulent faire de leur vie ; de réaliser, par les choix qu'ils font, leurs talents, leurs goûts, leurs préférences ; d'être authentiques, conformes à ce qu'ils sont (ou croient être) et veulent devenir ;

- le droit de *vivre avec plaisir, si possible avec passion* : de se sentir bien dans leur cœur, dans leur corps et dans leur tête ; d'éviter toute souffrance (pour étudier, travailler, vivre en couple, enfanter, être malade et même mourir) ;

- le droit de *vivre en toute sécurité* dans un environnement naturel et humain sain et sûr, d'éviter les risques en tous genres (chômage, maladie, solitude...).

Ces droits définissent la « vie bonne » : ils sont reconnus à *tous* comme *légitimes* par le modèle culturel subjectiviste régnant : chaque individu (surtout s'il est plus jeune, plus instruit, plus urbanisé et plus laïque) se croit en droit d'avoir un projet (« *deviens toi-même* »), personnel (« *choisis ta vie* »), intéressant (« *cherche la passion et le plaisir* ») et cependant réaliste (« *prends garde à toi* »). Mais, en même temps (comme dans tout modèle culturel), ces droits sont aussi des *devoirs* : les injonctions culturelles d'un nouveau principe central de sens, les commandements d'un nouveau « dieu » (l'Individu-Sujet-Acteur-Libre), auxquels tous sont appelés à se conformer. Et ceux qui n'y arrivent pas – par manque des ressources nécessaires – se sentent mal dans leur peau : ils n'ont pas une « vie bonne », donc ils ne sont pas contents, et « on » n'est pas contents d'eux !).

Il me paraît très important de *ne pas confondre modèle culturel et idéologies*. Celles-ci sont *les interprétations des orientations d'un modèle culturel selon les intérêts d'un acteur*. Nous sommes aujourd'hui au commencement du règne du modèle culturel subjectiviste. Il a reçu déjà une grande interprétation idéologique, qui a été formulée par les idéologues néolibéraux

(notamment Milton Friedman et ses « Chicago Boys »). Cette idéologie est largement dominante depuis quatre décennies et elle repose sur trois piliers : *compétition*, *consommation*, *communication* (les trois C). Comme toute idéologie dominante, elle sert à légitimer les intérêts d'une classe dominante (celle que j'ai décrite plus haut) et elle mystifie le modèle culturel : elle tend à nous faire croire que, pour être un « individu-sujet-acteur-libre » (c'est-à-dire pour avoir une « vie bonne »), il faut être un compétiteur impitoyable, un consommateur assoiffé de nouveauté et un communicateur connecté infatigable (le nez sur un écran, toute la journée). Mais on voit bien s'élaborer, peu à peu (à mesure que les crises successives du néolibéralisme en montrent les limites), *une contre-idéologie*, qui refuse cette interprétation du modèle subjectiviste et en propose une autre, même si elle est encore loin d'être claire. On la trouve dans tous les mouvements *sociaux* d'aujourd'hui (défense des consommateurs et des usagers des services publics, mouvement du secteur non-marchand, mouvement écologiste, altermondialiste ou des indignés, défense des droits humains, etc.) et aussi dans les mouvements *politiques* (d'extrême gauche, et même – ne vous en déplaise – d'extrême droite).

3. L'action collective conflictuelle (en général)

C'est dans le contexte que je viens de décrire à gros traits, que l'EFA d'ici et d'aujourd'hui doit essayer de promouvoir des mouvements sociaux et politiques. Cela n'a jamais été facile. *Que doit-il savoir encore* pour faire bon usage de la colère qui couve et qui, parfois, gronde ?

Les trois composantes de l'action collective conflictuelle

Promouvoir une action collective, c'est toujours construire un « nous » (avec des « je »), qui entre en conflit contre « eux », au nom d'un bien collectif, d'un « enjeu ». Exemples classiques : « Nous » (les ouvriers, les femmes, les Noirs, les immigrés, etc.), contre « eux » (les bourgeois, les hommes, les Blancs, les Belges, etc.), « au nom » d'un bien dont nous sommes privés (le bien-être, le respect de l'égalité de genre, de race, de culture, etc.).

Pour avoir un « Nous », il faut pouvoir construire une identité *commune, fière et solidaire*, et que chaque individu soit disposé à faire passer les intérêts du groupe avant ses intérêts individuels : il faut que chacun soit prêt à investir du temps, de l'argent, à renoncer à sa tranquillité, à prendre des risques... Pour avoir un « Eux », il faut pouvoir identifier un adversaire ou un ennemi accessible : savoir contre qui se battre, d'où vient le mal, qui sont les *vrais* responsables (et non des boucs émissaires) de la privation que « Nous » subissons ; et il faut pouvoir les contraindre à écouter, à négocier : c'est un *rapport de forces*. Pour avoir un « Enjeu », il faut pouvoir traduire un projet alternatif général en revendications concrètes et réalistes.

Les trois processus de l'action collective conflictuelle

Selon la théorie de l'action collective, pour qu'un mouvement social se constitue, il faut que trois *processus* se produisent : que les victimes de privations ressentent celles-ci comme des *frustrations* ; que ces frustrations soient assez fortes pour les entraîner à la *mobilisation* ; et que leur mobilisation soit encadrée par une *organisation*. Or, il n'est pas du tout « naturel » qu'il en soit ainsi. *Les victimes de privation ne ressentent pas toujours de la frustration*. Il n'y a de frustration que si les intéressés estiment que « ce n'est pas juste, pas bien, pas normal » d'être traités comme ils le sont ; mais la plupart du temps, ils se font une raison, ils se disent que « c'est ainsi depuis toujours, c'est naturel, on n'y peut rien » et même que « c'est la fatalité, c'est Dieu qui l'a voulu » ou, pire encore, que « c'est de notre faute ». En plus, *ceux qui ressentent de la frustration ne se mobilisent pas toujours*, car ils ont souvent d'autres solutions. Ils peuvent espérer une solution individuelle, au moins par trois voies

différentes : en faisant preuve d'un plus grand dévouement envers ceux qui les exploitent (travailler plus, quitte à se droguer pour supporter le stress), ou bien en rompant la relation avec eux et en cherchant un emploi ailleurs, ou bien encore, en restant, mais en s'offrant des compensations (travailler le moins possible, tomber malades, voler...). Enfin, *ceux qui se mobilisent ne s'organisent pas toujours* : ils peuvent se rebeller, participer à des émeutes, se défouler, casser la baraque... puis rentrer chez eux et continuer à vivre comme avant !

Les conditions de l'action collective conflictuelle

Pour que les trois processus ci-dessus se produisent, et engendrent les trois composantes de l'action collective conflictuelle, il faut que certaines conditions soient réunies. Il importe de savoir que *la faiblesse de certaines de ces conditions peut être compensée par la force de certaines autres*.

a. Pour qu'une privation (objective) engendre un sentiment (subjectif) de frustration, il est utile :

- (1) que l'enjeu de l'action soit constitué par un « bien » *hautement valorisé par le modèle culturel régnant*. Exemple : aujourd'hui beaucoup d'individus considèrent que la préservation de l'environnement constitue un enjeu majeur pour l'avenir de l'humanité ; ce n'était pas le cas il y a moins d'un demi-siècle... et il n'y avait donc pas de mouvement écologiste sur la scène sociale et politique.
- (2) que les enjeux concrets que le groupe revendique s'inscrivent dans *un objectif utopique à long terme* : par exemple, un monde sans discrimination de race, de sexe, d'âge, de culture, ou bien un monde dans lequel la justice et la liberté feraient bon ménage... Ces fins sont, certes, inaccessibles, donc non négociables, mais elles permettent de faire rêver, de renouveler constamment les revendications concrètes puisque, justement, *elles sont utopiques*. Et si, en plus, on peut laisser croire (même si c'est faux !) que ce monde de justice existe, quelque part *sur la terre* (chez les Soviétiques par exemple), le mouvement se raccrochera à cette foi (au point de refuser de voir que la réalité la dément) qui le remobilisera sans cesse !
- (3) que les personnes privées de ce « bien » *croient que c'est possible de l'obtenir, maintenant* : qu'elles aient l'*espoir* que leur situation va enfin s'arranger et qu'elles pourront accélérer cette amélioration en intervenant tout de suite (à cause d'une *reprise* de la croissance économique après une période de privation, par exemple) ; ou bien, inversement, qu'elles aient encore l'*espoir* que leur situation ne se détériorera pas davantage, qu'il n'est pas trop tard, si elles agissent tout de suite (au début d'une crise économique, avant des mesures d'austérité, par exemple). Si elles sont *désespérées*, elles ne bougeront pas. Or, pour qu'elles espèrent, il faut qu'elles *voient des signes* d'espoir : des signes de faiblesse chez les dirigeants (une crise, des réformes en cours, surtout si elles échouent) ; un événement déclencheur qui mette « le feu aux poudres » ; un groupe de référence positif auquel se comparer (qui s'est déjà mobilisé, dont la situation s'est améliorée ou qui a pu éviter le pire).
- (4) qu'elles *attribuent la cause de leur privation à un autre acteur avec lequel elles sont en relations, si possible directes* (les patrons, les hommes, les blancs, les colonisateurs, les spéculateurs, les riches...), c'est-à-dire à une source à laquelle ils peuvent s'attaquer. La privation ne devient pas frustration si sa cause est attribuée à une origine contre laquelle ils ne peuvent rien (à eux-mêmes, à la fatalité, au destin, à la malchance, à Dieu, à la nature...). Si ces conditions sont réunies, il est *probable* que beaucoup de « privés » deviendront des « frustrés » ! Encore faut-il qu'ils protestent et qu'ils s'organisent.

b. Pour que des individus frustrés se mobilisent, il faut encore que d'autres conditions

soient réunies ; il est utile :

- (5) qu'ils soient entraînés dans la mobilisation par un ou plusieurs *groupes d'activistes*, qui entreprennent des *actions concrètes* : ils montrent l'exemple, stimulent la contagion, perturbent les consciences, suscitent la réflexion, contrôlent ceux qui seraient tentés par d'autres solutions que la protestation.

- (6) que les membres de la catégorie sociale frustrée partagent *la même condition sociale*, qu'ils *se ressemblent* – non seulement entre eux mais aussi avec les groupes d'activistes (car les « bons altruistes » n'arrivent pas à grand-chose, sauf à se donner bonne conscience !). Cette ressemblance peut être fondée sur des critères objectifs (âge, sexe, race...), sur une expérience partagée (profession, citoyenneté, condition sociale), sur des critères subjectifs (langue, idéologie, religion, mode de vie), si possible, sur des traditions de lutte (une réputation établie depuis longtemps), et enfin, sur une proximité géographique (la dispersion nuit à la communication, même si, aujourd'hui, *internet* facilite les choses).

- (7) que la catégorie sociale concernée puisse faire valoir *une contribution importante* à la vie commune, un apport nécessaire, au nom duquel elle peut exercer une pression sur les adversaires visés. C'est le cas, par exemple, pour les travailleurs, les femmes, les consommateurs, le personnel enseignant ou des soins de santé, les fonctionnaires... ; mais ce n'est pas le cas pour les chômeurs, les exclus, les homosexuels, les immigrés, les pauvres, les jeunes, les vieux... Cette contribution permet non seulement de « faire du chantage » en paralysant un secteur significatif d'activité, mais aussi de réunir les ressources indispensables à la mobilisation (des caisses de solidarité pour soutenir les grèves, des délégués, des permanents, des négociateurs, des informateurs...).

- (8) que *l'adversaire* soit *intransigeant* (car s'il propose de négocier tout de suite, il ne laisse pas au mouvement le temps de se constituer), et que sa *répression* ne soit ni trop faible (sinon elle ne soude pas entre eux les membres du mouvement), ni trop forte (sinon, ils prennent peur et souvent, ils se démobilisent). Cette condition reste cependant mystérieuse. Parfois, la légitimité de l'enjeu est si forte (l'indépendance nationale contre l'occupant étranger, par exemple), qu'elle compense la force d'une répression très violente, et que des centaines de milliers de gens acceptent de donner leur vie pour la Cause (la Résistance pendant la dernière guerre, les guerres de libération de l'Algérie, du Vietnam, etc.).

- (9) que le champ des solutions individuelles possibles ne soit *ni trop ouvert* (s'il l'est, ils risquent de chercher une solution en s'en allant), *ni trop fermé* (s'il l'est ils restent et supportent). Autre condition mystérieuse. Parfois, les gens protestent *quand le champ est très ouvert* parce qu'ils ne courent pas trop de risques (nous sommes en période de plein emploi, si je perds mon boulot à cause de ma participation au mouvement, il me sera facile d'en retrouver un autre ailleurs) ; parfois, au contraire, ils ne protestent pas pour la même raison (puisque je peux m'en aller ailleurs, inutile de protester : je m'en vais). Inversement, les gens protestent parfois, malgré les risques qu'ils courent, *quand le champ est très fermé*, (nous sommes en période de crise, il faut que je garde mon boulot car j'aurai du mal à en retrouver un autre) ; parfois au contraire, ils ne protestent pas pour la même raison (je ne peux pas me permettre de courir ce risque).

- (10) que l'identité collective (ce qui unit entre eux les membres du groupe) soit constituée d'un *mélange d'intérêts, de valeurs et de sentiments* : seuls, les intérêts sont trop « froids » pour mobiliser longtemps. Le groupe en fusion se construit sur la *fierté*, sur l'*orgueil* d'être ce qu'il est, et cette fierté ne repose pas seulement sur ses qualités (sur ses valeurs, sur sa contribution, sur son histoire, sur sa mémoire collective), mais se nourrit aussi (et parfois surtout) de la *haine* de l'adversaire et du *mépris* pour d'autres groupes qui vivent des privations pires que les siennes. Si la fierté et le mépris mobilisent, au contraire, la *peur*, l'*envie* et la *honte* démobilisent.

Avec les dix conditions citées, nous obtiendrons des individus frustrés, en colère,

conscientisés et invités à participer à des groupes actifs, structurés par des militants et des leaders, et engagés dans des luttes concrètes. Pourtant, pour que cette mobilisation *dure dans le temps*, donc pour qu'elle soit efficace, le mouvement doit encore *s'organiser*

c. Pour que des individus mobilisés s'organisent, il faut d'autres conditions encore ; il est utile :

- (11) que le *leadership soit de bonne qualité* : uni et honnête, persévérant et indépendant, combatif et si possible charismatique ; il faut aussi qu'il ne soit *ni trop timoré ni trop aventurier*, ni trop bureaucratique, ni trop va-t-en-guerre. Il faut, en effet, que ces leaders soient capables de faire *une analyse juste* de la situation, afin de mener « leurs troupes » au combat avec succès, car les échecs sont toujours démobilisateurs.
- (12) que les leaders proposent à leurs « bases » des *enjeux à court terme*, susceptibles d'être atteints avec les forces dont disposent le mouvement *tel qu'il est maintenant*, afin qu'il aboutisse à des *succès partiels*, qui renforcent la solidarité et l'identité fière du groupe et appellent de nouveaux membres, *mais qui lui laissent encore « du pain sur la planche » pour les luttes à venir*. Si les échecs démobilisent, on sait aussi qu'il en va de même des succès complets ; seuls les *succès partiels* donnent au groupe le sentiment que le mouvement marche pas à pas vers la victoire ; c'est pourquoi l'utopie (condition 2) est importante.
- (13) que les dirigeants sachent rassembler et gérer des « *ressources pour la mobilisation* » : des informations, des relations, de l'argent... Au sein des catégories sociales dominées, on sait bien, en effet, que ce ne sont pas les plus pauvres, les plus dominés, les plus victimes qui se mobilisent les premiers, mais, au contraire, ceux qui supportent le joug le moins lourds : les aristocraties ouvrières, les femmes de la moyenne et haute bourgeoisie, les Noirs les moins discriminés... *Une des raisons* de ce fait, apparemment paradoxal, est que les seconds disposent de plus de ressources que les premiers.
- (14) que l'organisation soit dotée d'un bon *fonctionnement interne* : il faut savoir fixer des limites à la participation (qui est membres et qui ne l'est pas ?), diviser les tâches, définir ses normes de fonctionnement, déléguer l'autorité et contrôler son exercice, gérer ses conflits internes...
- (15) que l'organisation sache gérer ses *échanges externes* : définir une bonne politique d'alliance avec d'autres acteurs susceptibles de contribuer à son action ; inversement, savoir se démarquer clairement de ceux qui ne sont « pas fréquentables » ; il faut aussi savoir se servir des moyens de communication de masse.
- (16) que l'organisation sache choisir des *méthodes légitimes de lutte*. Il est préférable que le groupe ait recours à *des formes de lutte qui sont considérées comme légitimes* par l'ensemble de la population (je dis bien légitimes, et non légales !). Si les enjeux ne peuvent être atteints qu'en ayant recours à des moyens illégitimes (faire du tort à des innocents : prendre des enfants, des malades, des voyageurs « en otage », détruire des biens publics ou des biens privés appartenant à des personnes qui sont étrangères au conflit), le groupe ne se sentira pas pleinement en droit de se mobiliser.

Le rôle des EFA dans la formation d'une action collective est donc fort complexe. Non seulement, ils doivent connaître beaucoup de choses pour savoir comment s'y prendre, mais surtout, certaines conditions *échappent complètement à leur emprise*. Par exemple, la force du mouvement ouvrier n'a pas résulté uniquement de la bonne volonté de ses dirigeants et de ses bases. Certaines conditions ont été réunies par l'évolution du capitalisme lui-même : la concentration des usines dans les banlieues de certaines grandes villes, la destruction des métiers et l'uniformisation des qualifications professionnelles, l'intérêt de la bourgeoisie de traiter avec un syndicalisme organisé et institutionnalisé, l'intérêt du capitalisme de disposer

du pouvoir d'achat de ses propres travailleurs, etc. De même, la force du mouvement de libération des femmes n'a pas non plus dépendu seulement de leur bonne volonté et de leur dévouement à leur cause. Il a fallu aussi la démocratisation des études, la découverte des moyens contraceptifs, les besoins de l'industrie de disposer de leur force de travail, l'invention de nouveaux équipements ménagers, etc. Et on pourrait en dire autant de tous les autres mouvements sociaux importants qui se sont produits au cours du siècle passé.

4. L'action collective conflictuelle (ici et aujourd'hui)

Compte tenu de tout ce qui précède, si l'on ne veut pas perdre son énergie et son temps, la question pertinente qu'il faut se poser maintenant est de savoir : *au nom de quoi, et contre qui, mobiliser qui ?*

Les enjeux (au nom de quoi ?)

La privation provient toujours d'un décalage entre ce à quoi les individus estiment avoir *droit* et les *ressources* dont ils disposent pour que ce droit devienne une réalité. *Quels sont les « biens », dont le modèle culturel subjectiviste reconnaît à nos contemporains le droit de jouir, et dont beaucoup d'entre eux sont pourtant relativement privés ? Ces « biens » concernent, me semble-t-il, tout ce qui est indispensable à leur épanouissement personnel, et dont beaucoup sont relativement privés, en qualité et/ou en quantité.*

Parmi ces biens, on trouve d'abord *l'emploi*, dans la mesure où il constitue la condition *sine qua non* d'un revenu légitime, et dont la privation est la plus pénible parmi les jeunes. On trouve ensuite *l'éducation et la formation professionnelle*, notamment parce qu'elle est une des conditions de l'emploi, mais aussi parce qu'elle favorise la réalisation des potentialités créatives des individus. On y trouve encore *la santé mentale et physique*, et les *conditions de vie* qui la rendent possible (les loisirs, le logement, le transport, etc.). J'y rangerais aussi la *sécurité*, tant dans le milieu *social*, que dans l'environnement *naturel*. Il y a aussi *le respect des libertés civiques et des « droits de l'homme »* (des enfants, des jeunes, des femmes, des personnes âgées, des immigrés, des handicapés, des malades...). Et on y trouve enfin les *consommateurs des entreprises privées*, et les *usagers des services publics*, qui estiment avoir droit à des biens et services de bonne qualité, à des prix abordables.

Certains de ces biens *ne peuvent pas être des marchandises* (dont les prix sont fixés par le marché et dont l'acquisition, en quantité et en qualité, dépend du pouvoir d'achat des individus). Pourquoi ? Parce que *les mêmes chances d'épanouissement personnel doivent être offertes à tous* ; dès lors, les biens qui sont indispensables à cet épanouissement (emploi, éducation, santé, sécurité...) doivent être accessibles à *égalité pour tous*. Donc il faut que des *services publics* se chargent, pas forcément de les produire eux-mêmes, mais bien d'en garantir l'accès à tous à *un prix très inférieur à leur coût*. Bien sûr, ces institutions publiques ne peuvent être financées *que par l'impôt*, ce qui suppose qu'on ne réduise pas la fiscalité et qu'il n'y ait pas de fraude fiscale, ni de la part des entreprises, ni des « grosses fortunes », ni de personne !

Tel est, me semble-t-il, *l'enjeu*, au nom duquel il est possible de mobiliser, ici et aujourd'hui, de nombreux mouvements sociaux : *l'accès égalitaire aux biens et services considérés comme indispensables à l'épanouissement personnel des individus*. Les catégories sociales (nombreuses et variées) qui sont *privées* de l'un ou l'autre de ces biens ou de ces services sont, tout culturellement, enclines à ressentir une *frustration* légitime, et donc à se *mobiliser* pour les exiger. Mais les exiger à *qui ?*

L'adversaire (contre qui ?)

L'enjeu que je viens de nommer est largement *incompatible* avec le modèle néolibéral : il

implique des politiques sociales et publiques qui coûtent cher à l'État ; ces dépenses publiques ne peuvent être financées que par des impôts sur les salaires et sur les bénéfiques ; ceux-ci réduisent « la compétitivité de nos entreprises sur les marchés internationaux » ; « nos entreprises » réagissent en précarisant le travail et en délocalisant ; il en résulte plus encore de chômage et d'exclusion sociale ; ceux-ci exigent plus encore de politiques sociales et publiques ! *Donc, cercle vicieux !* Qui est responsable ? Qui est le véritable adversaire ? Est-ce l'État belge ? Est-ce la bourgeoisie belge ? *Ni lui, ni elle n'a choisi ce modèle néolibéral* : il leur a été imposé du dehors (notamment par un certain « accord de Washington » qui date de 1973). Certaines entreprises ont réussi à s'y adapter, et dès lors, elles le défendent ; d'autres, nombreuses, ont raté le virage et ont disparu de la carte ! *Donc, dilemme !* Contre qui lutter ?

On peut, bien sûr, s'adresser aux *États nationaux*, et exiger d'eux qu'ils *régulent* le marché des biens et des services jugés indispensables à l'épanouissement des individus. Mais si un État national décidait de faire cela *tout seul* et que les autres ne le suivaient pas, il en paierait lourdement les conséquences : il s'enfoncerait dans le cercle vicieux ! Il se trouverait alors obligé de financer toutes ses dépenses sociales et publiques, sans croissance économique et avec des recettes fiscales en chute libre ; il devrait dès lors se financer par l'emprunt, à des taux d'intérêts prohibitifs. Ce n'est pas *le vrai* adversaire : c'est juste *un complice*, parfois consentant, parfois contraint.

On peut alors s'adresser à *l'Union européenne* et exiger qu'elle régule les marchés. Ce serait, sans doute, un peu plus efficace. Mais elle a le même problème que les États qui la composent. Si elle devait décider seule d'abandonner le modèle néolibéral, elle courrait à sa perte, à cause de la concurrence des autres pôles économiques. Il est vrai qu'elle est plus complice, plus consentante, mais ce n'est pas encore *le vrai* adversaire.

On peut encore s'adresser aux *grandes organisations internationales* : ce sont bien elles (le FMI, la BM, l'OMC, etc.) qui imposent aux États de se soumettre aux exigences du modèle néolibéral ! Oui, mais elles ont été créées par les États les plus puissants, qui financent leur personnel, leur fonctionnement et les coûts de leurs interventions (prêts, financement de projets). Si elles ne défendaient plus le néolibéralisme, elles n'auraient plus de raison d'être. Elles sont plus complices encore, c'est sûr, mais elles ne sont toujours pas *le vrai* adversaire.

L'adversaire ultime, le vrai, ce sont bien *les investisseurs*, réunis dans des fonds d'investissement, des assemblées d'entreprise et des banques, qui décident de placer leur argent ici, et de le retirer là, selon les bénéfiques qu'ils espèrent obtenir. Ceux qu'on appelle aujourd'hui « *les Marchés* » : ce nouveau dieu qui, parfois, est « inquiet, nerveux, déprimé », qui alors, a besoin d'être « rassuré »... par les États ! Par les États qui les « rassurent », en partie au moins, à charge des impôts : quand ceux-ci servent à renflouer les banques, ce sont de « bons impôts », quand ils servent à financer des politiques sociales et publiques, ce sont de « mauvais impôts », qui ne servent qu'à entretenir des « chômeurs profiteurs », contre lesquels l'État (« social actif ») doit sévir ! « Les Marchés » sont convaincus que « la somme des intérêts individuels finira par faire l'intérêt général », pourvu, bien sûr, qu'on les laisse d'abord servir leurs intérêts individuels. Ils sont cette « main invisible » qui récompense les initiatives qui rapportent des profits et étrangle impitoyablement celles qui n'en font pas.

Mais où sont et comment atteindre « les Marchés », comment les *contraindre* à céder aux revendications des mouvements sociaux ?

Il faut d'abord tirer les leçons du passé. Comment a fait la classe ouvrière, dans le mode de production du capitalisme industriel national ? Elle avait *trois solutions* : la révolution, l'autogestion et le syndicalisme. Quel ont été les résultats de ces trois voies ?

La *révolution*, qui consistait à supprimer la propriété privée des moyens de production, a

conduit la classe ouvrière au communisme. Elle a remplacé la bourgeoisie privée par une nouvelle classe dominante : les dirigeants du parti (qui prétendaient représenter les intérêts) du prolétariat. Cela a produit les effets que l'on sait : une nomenklatura (composée par les cadres du parti) qui a pris le contrôle de l'État, qui a exploité les travailleurs autant que la bourgeoisie et qui, en plus, les a soumis à une dictature totalitaire. Avec les individus d'ici et d'aujourd'hui, c'est tout à fait impensable !

L'*autogestion*, qui consistait à créer des entreprises gérées par eux (le troisième secteur, l'économie sociale), les a conduits, soit à s'exploiter eux-mêmes pour être compétitifs avec les entreprises privées (auquel cas, cela revient au même), soit à se cantonner dans des secteurs d'activité qui ne produisent aucune plus-value, ou qui sont même déficitaires (donc subventionnés par les États). Ils ont créé une économie pauvre, pour les pauvres ! Cette voie reste cependant très intéressante, car elle permet de proposer un modèle alternatif au capitalisme, à condition de ne pas entrer en concurrence avec lui, une économie sociale solidaire, qui peut sauver beaucoup de gens du chômage et de l'exclusion sociale.

Le *syndicalisme*, qui consistait à exiger des améliorations progressives des conditions de vie (la réduction du temps de travail, la hausse des salaires par le partage des gains de productivité et la sécurité sociale), a conduit non seulement la classe ouvrière, mais toute la société, à l'État-Providence du modèle scandinave social-démocrate. Des trois voies, c'est finalement la seule qui fut vraiment efficace. Il faut donc s'en inspirer, à condition de bien comprendre que les rapports de classe ont changé et de savoir faire les adaptations nécessaires.

Revenons à notre question : comment obliger « les Marchés » à tenir compte des revendications des mouvements sociaux ? *L'enjeu a changé* : les gens d'ici et d'aujourd'hui veulent leur épanouissement personnel. La nouvelle classe dominante (les investisseurs) leur propose de réaliser cette finalité suivant l'idéologie qui convient à ses intérêts : ce qui est *stratégique* pour elle (pour que son capital augmente de 15 à 25% par an), c'est que les gens soient de bons consommateurs, de bons compétiteurs et de bons communicateurs (les « 3 C » du néolibéralisme). *C'est donc sur ce nouvel enjeu stratégique qu'il faut agir*. Comment ? Pas plus que les ouvriers n'ont cessé de travailler (sauf, temporairement, quand ils se mettaient en grève), il ne faut pas cesser de consommer, ni de communiquer, ni non plus supprimer la compétition. Mais de la même manière que le prolétariat a exigé de meilleures conditions de travail, il faut exiger aujourd'hui de *meilleures conditions de consommation, de compétition et de communication*, pour tous les biens qui sont considérés comme essentiels à l'épanouissement personnel *de tous* les individus, surtout de ceux qui n'en ont pas les moyens.

Concrètement, qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire qu'il faudrait construire *un vaste mouvement social international* (avec, bien sûr, un siège dans chaque pays), dont l'initiative pourrait être prise par le mouvement altermondialiste (donc par le Forum social mondial). *Les membres de ce mouvement s'engageraient à n'acheter des biens et des services qu'aux entreprises (privées ou publiques) qui auraient signé un « contrat de responsabilité sociale et environnementale »*. Ce contrat comporterait des clauses – auxquelles il faudrait réfléchir et dont il faudrait débattre soigneusement –, qui concerneraient bien sûr les conditions d'emploi (pas précarité), de contribution à l'impôt, de localisation, de protection de l'environnement, de respect des droits des travailleurs et des consommateurs, etc. La *grève de la consommation* serait ainsi l'équivalent de la grève du travail.

Soyons clair, son but n'est pas de tuer des entreprises (personne n'y a intérêt) mais *de les contraindre à s'occuper au moins autant de l'intérêt général que des intérêts particuliers de leurs investisseurs*.

L'identité solidaire (qui ?)

La question est aussi complexe que les deux autres. On n'attrape pas des mouches avec du

vinaigre. Autrement dit, si l'on veut mobiliser des gens dans un projet de lutte sociale, il faut leur proposer non seulement des enjeux qui les intéressent et un adversaire à combattre, mais aussi *une identité qu'ils puissent fièrement revendiquer*.

Voyons d'abord ce qui « sent le vinaigre » pour les gens d'aujourd'hui, surtout s'ils sont jeunes. Précisons d'emblée *qu'ils n'ont rien contre la solidarité*, bien au contraire : ils ne sont pas plus égoïstes que leurs aînés, mais ils sont plus individualistes, *et ce n'est pas du tout la même chose*. D'abord ils ont horreur du contrôle social des groupes : ils ont le sentiment d'y perdre leur autonomie, d'être contraints de se soumettre à la pression des autres et, plus encore des « chefs » ; ils n'aiment pas renoncer à leur liberté de penser ce qu'ils veulent, d'entrer et de sortir du groupe, de faire ou non ce que les autres attendent d'eux ; ils se méfient des délégués, des représentants qui parlent et agissent en leur nom, mais qui peuvent aussi se faire récupérer. Ils préfèrent les assemblées libres, où participe qui veut, ou prend la parole qui veut (même si, informellement, les « forts en gueule » décident à leur place). De même, ils détestent les dogmes, les drapeaux, les « grandes Causes », les idéologies (en « isme »), les prêts-à-penser délivrés par des « imbéciles heureux ». Ils se méfient des institutions, des organisations politiques et sociales (les partis, les syndicats, les églises). Ils sont, dès lors, un cauchemar pour les militants (les EFA), pour ceux qui veulent *organiser* des groupes structurés, ceux qui veulent des « membres » que diable ! c'est-à-dire des gens qui viennent aux réunions, respectent les décisions collectives, font ce que le groupe leur demande, lui rendent des comptes et... paient leur cotisation !

Pourtant, ce sont eux qu'il faut mobiliser. Comment ? *Je ne sais pas !* Des milliers d'étudiants et de lycéens chiliens se sont mobilisés récemment pour obtenir que l'éducation ne soit plus une marchandise dans leur pays, livré au « Chicago boys » depuis quelques décennies. Ils ont été très réprimés par la police, mais cela ne semble pas les avoir découragés. Toutes leurs manifestations étaient originales, drôles, imaginatives : ils ont touché une question essentielle pour eux et leur avenir, ils ont travaillé avec beaucoup de sérieux, et cela ne les a pas empêché de bien amuser. N'est-ce pas un modèle ?